

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 17 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**FM FRANCE SAS**

ZAC - Route de Brumath  
67670 MOMMENHEIM

Code AIOT : 0003012447

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC Route de Brumath - 67670 MOMMENHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE SAS
- ZAC - Route de Brumath - 67670 MOMMENHEIM
- Code AIOT : 0003012447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FM France exploite des entrepôts logistiques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : protections incendies**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 7.5.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Exercices de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 7.2.7.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage déclenche une alarme sonore mais pas lumineuse.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, alarme incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage déclenche une alarme sonore et lumineuse perceptible en tout point des cellules de l'entrepôt et au poste de garde.
<b>Constats :</b> La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage déclenche une alarme sonore mais pas d'alarme lumineuse, l'exploitant doit remédier à cette situation. Cependant, il convient de noter que les conditions de travail ne sont pas bruyantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Exercices de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 7.2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercices de défense
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé tous les ans. Les observations éventuelles sont consignées dans un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le bilan des observations de l'exercice annuel de défense contre l'incendie de 2023, les remarques concernaient : - la difficulté à ouvrir le portail pompier : l'exploitant a graissé le système, celui-ci est désormais plus facile à ouvrir et testé lors de l'inspection ; - l'alarme sonore du bâtiment B6 est faible, l'exploitant a présenté un devis du 14/06/2023 afin de résoudre ce problème, il convient que cette remarque soit levée au plus vite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - transmission de la levée de la remarque à l'inspection
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2 Arrêté Ministériel du 04/10/10, articles 9 à 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Document de l'assureur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : .... Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport de l'étude de risques de l'assureur FM Global du 21/09/2021 a été présenté. Les recommandations majeures de FM Global avaient été entièrement prises en compte.  Les commentaires mineurs que l'assureur recommande de mettre en œuvre sont : - Installer une vanne sismique sur la conduite de gaz : l'exploitant a déclaré l'avoir mis en place ; - Équiper les réseaux sprinkleur sous eau d'une protection parasismique : l'exploitant ne l'a pas mis en place, il devra en expliquer la raison. Cependant, la plate-forme est située en zone de sismicité 3 : l'article 12 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010 n'est pas applicable (production d'étude séisme et réalisation des travaux préconisés sur les équipements critiques au séisme). Les conclusions de l'étude de dangers de l'exploitant concernant le risque sismique sont : "aucun équipement critique au séisme n'est identifié pour le site, les installations sont supposées à risque normal".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet